

POUR UNE VÉRITABLE JUSTICE FISCALE

Marchons, le 1^{er} décembre

Alors que François Hollande avait promis une réforme de la fiscalité pour plus de justice, c'est tout le contraire. En 2013, le nombre de foyers fiscaux a augmenté de 10 %, mettant à contribution 1,8 millions de foyers souvent modestes jusqu'à épargnés. Dès janvier 2014, l'augmentation de la TVA décidée par le gouvernement va opérer une ponction de 7 milliards supplémentaires sur les ménages. Tout ça pour financer les exonérations fiscales nouvelles de 20 milliards d'euros que le Medef a exigé et obtenu du gouvernement. Ça suffit ! Pour le Front de gauche, l'impôt est un levier décisif au service de l'efficacité économique et sociale, à la condition qu'il soit juste. Les ménages moyens et modestes ne veulent plus payer les passe-droits et ruses fiscales des grands patrons et des grandes entreprises. Le 1^{er} décembre, retrouvons-nous pour une grande marche pour une révolution fiscale !

Pendant qu'on nous amuse avec la fameuse taxe à 75% qui ne rapportera au final que 200 millions d'euros, c'est une énorme ponction qui est opérée sur le reste de la société. En cumulant les recettes fiscales nouvelles des lois de finance 2012 (loi de finance rectificative) et 2013, on atteint **55 milliards de hausse d'impôts**, qui pèsent d'abord sur les ménages !

En juillet dernier, le taux de TVA sur les services à la personne est passé de 7% à 19,6%. Au 1^{er} janvier 2014, la TVA à **taux normal sera majorée de 19,6% à 20%** et celle à taux réduit de 7% à 10%. A cela s'ajoute, la suppression pour deux millions de personnes seules ayant élevé un enfant d'une demi-part, un nouveau rabotage du quotient familial, la suppression de la réduction d'impôt pour enfants scolarisés dans le secondaire et dans le supérieur, l'**augmentation des cotisations sociales** et l'alourdissement du poids de la fiscalité locale.

LES MÉNAGES PONCTIONNÉS POUR GARANTIR LES PROFITS

Ce prélèvement énorme sur les revenus des ménages est injuste et catastrophique. D'abord parce que c'est autant d'argent qui vient en **réduction du pouvoir d'achat** et qui alimente la récession. Cette ponction a deux finalités principales : réduire la dette publique, c'est à dire **rembourser les banques**, et compenser les nouvelles exonérations fiscales votées pour les entreprises.

TAXONS LE CAPITAL

Le problème ce n'est pas l'impôt. Il est utile s'il finance des services publics et s'il est justement réparti. C'est pourquoi **il faut une véritable réforme de la fiscalité** : avec un impôt sur le revenu de type universel à taux et au nombre de tranches relevés, un impôt sur les entreprises modulé en fonction de leurs performances sociale et environnementale,

un impôt sur la fortune rehaussé, un impôt territorial (TP) assis sur le capital des entreprises, le plafonnement de la taxe d'habitation et le recul de la pression fiscale sur la consommation (TVA, TICPE soit actuellement 60% des recettes fiscales).

LE 1^{ER} DÉCEMBRE À PARIS, MARCHONS POUR RÉVOLUTION FISCALE !

Une telle réforme est possible, c'est une question de volonté politique. Le **1er décembre prochain, marchons ensemble pour une révolution fiscale**, pour la taxation du capital et l'annulation de la hausse de la TVA !

CHIFFRES CLÉS

Nombre de foyers nouvellement imposables en 2013	Coût pour les ménages de la hausse de la TVA
1,8 Millions	7 Milliards €
Exonérations fiscales et sociales des entreprises	Évasion fiscale chaque année
200 Milliards €	60 Milliards €

* Intérêts bancaires et financiers + dividendes

